

Construction identitaire et nationalité dans l'Aragon contemporain

FAUSTO GARASA¹

ICD, Tours

ABSTRACT

Aragon does not refer to a recognizable nationality founded on either race or language. Owing to its diversity and plurality, its distinctive traits are not, at first sight, marked enough to be fully federative. During the contemporary period certain elites tried, with little success, to define Aragon and to develop a sense of identity that went beyond the simple attachment to the native land. It was in the early 70s that a dynamics that enabled the construction, rather than the recovery of a sense of identity, united a lot of Aragonese people faced with the central State and the Other in a particular political context. The constitution, in 1982, of the Autonomous Community of Aragon created a framework favourable to the assertion of an identity and to the legitimization of a nationality.

Keywords: Identity, Nationality, Aragon, History Politics

RESUMEN

La región de Aragón no remite a una nacionalidad que se reconozca a través de la raza o la lengua. Esta región, diversa y plural, no se distingue, en un primer momento, por elementos diferenciales suficientemente remarcados para ser plenamente unificadores. Durante la época contemporánea, algunas élites intentaron sin mucho éxito definir Aragón y desarrollar una consciencia identitaria yendo más allá de un simple discurso del « terruño ». Fue a partir de la primera mitad de los años 1970, dentro de un contexto particular, cuando una dinámica propicia a la construcción, más que a la recuperación de una consciencia identitaria, agrupó un amplio número de aragoneses frente al Estado central y al « Otro ». La constitución de la Comunidad Autónoma de Aragón a partir de 1982 creó un marco favorable para el desarrollo identitario y la legitimización de la nacionalidad.

Palabras clave: Identidad, Nacionalidad, Aragón, Historia política

¹ Maître de Conférences au département d'espagnol de l'Université de Tours. Axes de recherche : Histoire et civilisation, époques moderne et contemporaine ; Aragon ; Identité, us et coutumes, interactions politiques et socio-économiques. La colonne vertébrale de ces recherches qui impliquent une approche pluridisciplinaire pourrait s'intituler « Aragon et territoires : à la recherche d'une identité ». E-mail : fausto.garasa@univ-tours.fr

RÉSUMÉ

L'Aragon ne renvoie pas une nationalité reconnaissable par des liens de race ou de langue. Il est à diversité et pluralité et ne se distingue pas au premier abord par des éléments différentiels suffisamment marqués pour être pleinement fédérateurs. Au cours de l'époque contemporaine certaines élites tentèrent avec plus de peine que de réussite de définir l'Aragon et de développer une conscience identitaire allant au-delà du simple attachement au terroir. Ce ne fut que dans la première partie des années 70 qu'une dynamique propice à la construction, plus qu'à la récupération d'une conscience identitaire, unit bon nombre d'Aragonais face à l'État central et face à l'Autre dans un contexte politique particulier. La constitution à partir de 1982 de la Communauté Autonome d'Aragon créa un cadre favorable à l'affirmation identitaire et à la légitimation d'une nationalité.

Mots-clés : Identité, Nationalité, Aragon, Histoire politique

INTRODUCTION

L'Aragon n'a pas la réputation d'avoir des éléments différentiels aussi marqués que certaines nationalités périphériques dites « historiques » comme la Catalogne ou le Pays Basque. Le béotien peine à croire qu'il existe une nationalité aragonaise sous-entendant un patrimoine particulier et commun, une identité, une conscience, une volonté partagée d'être et de se réaliser.

Il est vrai qu'au début du XX^e siècle l'Aragon était surtout diversité, région sans liens politiques, linguistiques et culturels déterminants. Pourtant, aujourd'hui, l'Aragon a le statut de Communauté autonome, dispose d'institutions propres, met en avant signes et symboles identitaires, une culture et des spécificités linguistiques dans un contexte national où il a fini par se définir officiellement comme nationalité historique.

Dans les lignes qui vont suivre notre propos sera de retracer une reconstruction ou plutôt une construction identitaire au cours d'une époque contemporaine marquée par la volonté d'une minorité pensante de bâtir un Aragon idéalisé ou imaginé. Nous aborderons pour ce faire tour à tour la diversité et l'hétérogénéité de l'Aragon, de ses hommes et de leurs vécus au titre de constat initial, l'évolution historique du fait identitaire au cours du XIX^e siècle, période cruciale dans la formation des identités régionales, l'impact des élites régionalistes et nationalistes d'avant-guerre pour terminer par l'analyse des circonstances et des conditions d'un éveil identitaire marqué au sceau de la démocratisation et de l'autonomie.

PLURALITÉ ET HÉTÉROGÉNÉITÉ

L'Aragon, ancien royaume, aujourd'hui Communauté autonome d'Espagne, se caractérise comme bon nombre de territoires où s'exerce une juridiction déterminée par une

certaine et parfois grande diversité géographique, climatique, économique, humaine et culturelle.

La présence au nord et au sud de deux zones montagneuses (les Pyrénées et la Cordillère Ibérique), révèle un relief fort inégal. Entre ces zones montagneuses se trouvent quelques reliefs accidentés de plus basse altitude comme les *somontanos*, (sortes de piedmonts) qui descendent vers la vallée de l'Èbre appelée par les montagnards *Tierra Baja*, *Tierra Llana* ou encore *Ribera* (« Terre basse », « Terre plate » ou « Rive », « Berge »). Au centre de cette vallée qui constitue la zone la plus basse de l'Aragon se trouve la capitale régionale, Saragosse. La localisation et les caractéristiques, pour le moins variées, de cet ensemble géographique impliquent à leur tour d'inévitables nuances climatiques².

Sur cet espace géographique multiforme s'installèrent et se mêlèrent au cours des siècles des populations fort diverses tant sur le plan morphologique, qu'ethnique ou culturel (Ibères, Celtes, Romains, Germains, Berbères, Arabes et Francs, pour ne citer que ces peuples emblématiques).

Sur le plan religieux, la religion catholique finit par s'imposer comme dans le reste de l'Espagne, sans constituer, par conséquent, un trait spécifiquement aragonais. La langue aragonaise fut, pour sa part, supplantée par le Castillan dès le XV^e siècle comme langue littéraire et administrative qui finit par prédominer parmi les élites. L'Aragonais populaire résista davantage³, mais au début du XX^e siècle ne subsistaient plus que quelques parlers aragonais dans le nord de la province de Huesca et quelques parlers dialectaux catalans dans la *Francha* ou partie orientale de l'Aragon⁴. La prédominance du castillan, commune à la majeure partie des régions d'Espagne, n'était pas un signe identitaire différenciateur, pas plus que la coexistence de parlers minoritaires ne pouvait se révéler fédératrice.

Au début du XX^e siècle, l'habitat, les us et coutumes et les réalités socio-économiques variaient d'une zone à l'autre de l'Aragon. Difficile dans de telles conditions, de trouver des éléments fédérateurs et identitaires spécifiques.

Dans les Pyrénées, les maisons se caractérisaient par une sobriété extérieure qui était la règle car ce qui importait n'était pas l'esthétique mais une fonctionnalité étroitement liée aux impératifs économiques et sociaux. Les matériaux utilisés étaient ceux qu'offrait le milieu ambiant. Les murs étaient en pierre, les toits aux pentes fortement inclinées étaient recouverts d'ardoises ou de pierres plates et les balcons, les portes

² B. de Ory, *Geografía Humana de Aragón*, Barcelona, Oikos-Tau, 1987, p. 19-26.

³ F. Nagore, C. Cortés, « El Aragonés », in *Los Aragoneses*, Madrid, Ediciones Istmo, 1977, p. 277-278.

⁴ Cette zone qui jouxte la Catalogne est appelée *Francha d'Aragón* en aragonais et *Franja d'Aragó* ou *Franja de Ponent* en catalan, c'est-à-dire Frange d'Aragon ou Frange du ponent.

et les fenêtres étaient en bois. Ces dernières, peu nombreuses et de petite dimension afin de préserver l'habitat du froid et de l'humidité, renforçaient l'impression d'intimité suggérée par les murs épais et laissaient deviner une distribution de l'espace intérieur cruciale dans la conception même du quotidien, un repli sur soi et un grand individualisme.

Dans la vallée de l'Èbre les maisons relevaient d'une conception fort différente. Généralement en briques, elles rappelaient le succès qu'avait connu l'architecture mudéjare en ces basses terres et se caractérisaient par l'existence d'une cour d'accès assez spacieuse qui était lieu de vie, d'ouverture, d'échanges et de rencontres.

64

Le Haut-Aragon⁵, quant à lui, était un territoire différencié par ses coutumes et ses traditions du reste de la région. Il présentait une certaine cohérence culturelle et était marqué par l'existence d'une *casa*⁶ liée à la notion d'indivision du patrimoine, au majorat et donc à l'existence d'un héritier unique⁷.

Les réalités géographiques et climatiques avaient par ailleurs créé des réalités socio-économiques fort différentes qui étaient à l'origine, non point d'osmose, mais de rivalité, voire d'antagonisme entre Aragonais persuadés d'appartenir à des mondes différents. Ainsi, les paramètres géographiques et climatiques avaient été à l'origine de réalités socio-économiques et culturelles distinctes dans lesquelles on se reconnaissait et se définissait face à l'Autre. Dans les zones de montagne où les terres cultivables étaient rares et le plus souvent concentrées dans le fond des vallées, prédominait l'élevage et en particulier l'élevage transhumant du bétail caprin et ovin qui impliquait des déplacements selon les saisons entre les estives des Pyrénées et la *Tierra Baja* où les troupeaux des montagnards passaient l'hiver. La *Tierra Baja* et ses grands espaces où alternaient terres *de secano* (non irriguées) ou *de regadio* (irriguées), était éminemment agricole et zone économiquement et culturellement différenciée. La rencontre du monde « du haut » (l'univers montagnard) et du monde « du bas » (celui de la *Tierra Baja*) impliquait des échanges, mais était aussi source de conflits d'intérêts, culturels et familiaux qui révélaient un sentiment identitaire particulier⁸ face à l'Autre. La méfiance

⁵ Il s'agit des zones pyrénéenne, prépyrénéenne, intermédiaires et de transition (*somontanos*) situées dans les provinces de Huesca et de Saragosse. De nos jours, les mots « Haut-Aragon » sont souvent synonymes de province de Huesca, le concept administratif ayant pris le pas sur le concept géographique et culturel.

⁶ La *casa*, qui de nos jours perdure sous d'autres formes, était au début du XX^e siècle une institution et un concept qui renvoyaient aux membres d'une même famille vivant sous un même toit, à une identité, à un patrimoine (habitat, dépendances, terres, animaux, instruments de travail) et à une économie agro-pastorale semi-autarcique où l'auto-consommation et le repli sur soi étaient la règle.

⁷ J. Costa, *Derecho consuetudinario y Economía Popular de España*, t. 1, réédition de la publication de 1902, Saragosse, Guara Editorial, 1981, p. 53-54 et L. Martín-Ballester, *La Casa en el Derecho Aragonés*, Saragosse, CSIC, 1944, p. 72.

⁸ Cf. F. Garasa, « L'Aragon et ses territoires : espaces, limites et identités », *Territoire(s), Pandora*, 10, U. Paris 8, Département d'Études Hispaniques et Hispano-américaines, 2010, p. 150 et notes 26 et 27.

des uns envers les autres et le sentiment de faire partie de la société « du haut » ou du « bas » donna lieu à toute une série de proverbes et dictons qui semblent traduire la conscience de grandes différences et rendre peu crédible une hypothétique conscience aragonaise fédératrice. Ainsi, le dicton « Le montagnard et le moineau : un coup sur la tête et dans le cabas »⁹ suggère qu'il faut prendre ses précautions quand on côtoie un montagnard. En juillet 1990, Herminia Gracia Salvador, originaire de Gelsa, localité située sur la rive gauche de l'Èbre, nous disait : « Les montagnards ne sont pas sociables. Ils sont près de leurs sous et repliés sur eux-mêmes. Nous, nous sommes plus ouverts, plus accueillants. Nos terres sont aussi meilleures et ont de meilleurs rendements »¹⁰. Ces quelques phrases, bien qu'étant au présent, renvoyaient à la réputation qu'avaient les montagnards lorsque cette dame âgée était encore très jeune. Il s'agissait bien de stéréotypes, mais qui n'en révélaient pas moins de profondes différences socioculturelles.

L'ethnologue Ana Rivas Rivas nous montre dans un ouvrage publié en 1986 que ces mêmes stéréotypes étaient également mis en avant par les montagnards, mais à leur avantage. Les gens de la vallée de l'Èbre étaient alors présentés comme bavards, fanfarons, paresseux ou encore paniers percés¹¹. Des « histoires belges », en quelque sorte, répétées à satiété des deux côtés d'une « frontière identitaire » pour qualifier ou se moquer de l'Autre. Une « frontière identitaire » déterminée par un relief, des réalités socioculturelles et des intérêts immédiats qui séparaient également les habitants de la rive droite de l'Èbre de ceux du Moncayo. Les troupeaux des éleveurs du Maestrazgo et de Gúdar (sud-est de la province de Teruel) transhumaient quant à eux vers le Levant, alors que ceux de la sierra d'Albarracín (sud de l'actuelle province de Teruel) transhumaient, pour des raisons historiques, vers la Castille et l'Andalousie¹².

Enfin, les Aragonais de la *Francha d'Aragón*, liés économiquement ou administrativement à la Catalogne (une partie des habitants de la *Francha* dépendait du diocèse de Lérida) et présentant d'évidentes particularités linguistiques se sentaient différents et étaient moqués et marginalisés. Récemment encore, J. L. A., habitant d'un village de la

⁹ « Montañés y gurrión, cocotazo y á o capatazo ».

¹⁰ « Los montañeses no son sociables. Son agarráus y cerráus. Nosotros somos más abiertos, más acogedores. También la tierra de labor es aquí mejor y rinde más ».

¹¹ A. M^a. Rivas Rivas, *Ritos, símbolos y valores en el análisis de la identidad en la provincia de Zaragoza*, Saragosse, Caja de Ahorros de la Inmaculada de Aragón, 1986, p. 462-466.

¹² Les éleveurs de la seigneurie d'Albarracín qui n'avait été incorporée à la couronne d'Aragon qu'au XIV^e siècle, s'efforcèrent au cours des siècles suivants de conserver les privilèges que les monarques castillans leur avaient accordés pour transhumer vers la Castille. Ces privilèges furent plusieurs fois remis en question jusqu'à ce qu'en 1693 l'association des éleveurs d'Albarracín fût juridiquement et fiscalement rattachée au régime dont dépendait *El Honrado Concejo de la Mesta*, puissante association d'éleveurs léonais et castillans. Les deux noms que portait l'association des éleveurs d'Albarracín étaient d'ailleurs révélateurs de son caractère hybride : *Ligallo de Albarracín* (*Ligallo* signifie en aragonais « réunion », « association ») et *Mesta de Albarracín*, dénomination castillane par excellence.

Hoya de Huesca, nous disait à leur propos qu'ils « ne parlent ni castillan, ni français, mais un infâme baragouinage »¹³.

HISTOIRE, POLITIQUE ET IDENTITÉ RÉGIONALE AU COURS DU XIX^E SIÈCLE

En Aragon, à l'aube du XX^e siècle, la fragmentation socioculturelle renvoyait davantage à une somme de consciences identitaires localisées, voire très localisées (attachement au village, au terroir, à la circonscription¹⁴) qu'à un tout dont le ciment aurait été un sentiment d'appartenance partagé. L'Aragon était alors une simple région du nord de l'Espagne divisée administrativement depuis 1833 en provinces. Ancien royaume et composante de la couronne d'Aragon, ce territoire avait vu ses élites nobiliaires céder face à l'absolutisme conquérant. Ses fors avaient déjà été mis à mal sous Philippe II¹⁵, jusqu'à ce qu'un décret de *Nueva Planta* du 29 juin 1707¹⁶ les abolît entraînant la suppression l'année suivante des institutions aragonaises. S'ensuivit une déstructuration d'une conscience identitaire dont la solidité avait été grandement liée à l'hégémonie et à l'œuvre d'une *intelligentsia*¹⁷ et d'élites nobiliaires qui finirent par courber l'échine et s'intégrer dans un contexte politique et culturel plus large dont Madrid était le centre.

L'Aragon était-il encore nationalité culturelle ou sociologique à défaut d'être nation politiquement souveraine ? Comme nous l'avons suggéré, bon nombre d'éléments fédérateurs objectifs (langue, culture, particularités politiques ou institutionnelles) n'existaient pas ou n'étaient plus. Il est vrai que l'intérêt pour les particularismes aragonais et le passé du royaume avait refait surface au XIX^e siècle, coïncidant à l'occasion avec une vision romantique de l'histoire. Cet intérêt était-il vraiment partagé par le plus grand nombre ? Il révélait en tout cas le travail réalisé par des élites intellectuelles qui suivaient un courant qui, sans être clairement régionaliste, relevait tout du moins de cet engouement pour la chose régionale qui s'exprima au XIX^e siècle à travers la littérature, l'histoire et les sciences.

¹³ « no hablan ni castellano, ni francés, sino un chapurriáu (variante phonétique de *chapurreau*) de mala muerte ». Les habitants d'Aguaviva (village de la province de Teruel, situé dans la circonscription du Bas-Aragon) ont eux-mêmes baptisé « chapurreau » (baragouinage) leur parler, considérant qu'il n'est ni catalan, ni valencien. Voir R. Andolz, *Diccionario aragonés*, Saragosse, Mira Editores, 1992, p. 137.

¹⁴ F. Garasa, « L'Aragon et ses territoires : espaces, limites et identités », *op. cit.*

¹⁵ F. Garasa, « Affirmation du pouvoir royal et censure dans l'Aragon moderne », CIREMIA [en ligne] : *Théories et pratiques de la censure*, 9 septembre 2010, URL : <http://ciremia.univ-tours.fr/activ.html>. et F. Garasa, « Les morisques d'Aragon : un enjeu dans la lutte pour le pouvoir », in *Les morisques, d'un bord à l'autre de la Méditerranée, Cahiers de la Méditerranée*, 79, décembre 2009, p. 215-220.

¹⁶ *Novísima recopilación de las leyes de España*, Lib. 3^o, Tit. 3, Ley 1, Imprenta de Madrid, 1805.

¹⁷ F. Garasa, « Los fundamentos históricos del sentimiento identitario aragonés: élites y política », in *Aragón. Una identidad tierra adentro*, Hispanística XX, Dijon, EUD, 2009, p. 73-91.

Parallèlement à la réalisation de véritables travaux de recherche sur l'Aragon¹⁸, des auteurs comme le juriste et historien Vicente de la Fuente ou le philologue aragonais Julio Cejador y Frauca véhiculèrent tout type de stéréotypes qui, certes, n'étaient pas nouveaux¹⁹, mais qui, pour artificiels qu'ils fussent, pouvaient constituer des caractéristiques identitaires subjectives applicables à tous les Aragonais comme la noblesse intérieure, la franchise, l'honnêteté, mais aussi la rudesse et une certaine ruralité.²⁰ Ces lieux communs furent dans la deuxième moitié du XIX^e siècle le terreau d'une littérature centrée sur la peinture des mœurs et le pittoresque dont d'obscurs auteurs comme Cosme Blasco (plus connu sous le pseudonyme de Crispín Botana) ou Mariano Baselga Ramírez, se firent les chantres. Le populaire et le folklorique étaient centres d'intérêt, la ruralité présentée comme authentique s'opposait à l'urbanité. Écrivains, peintres et illustrateurs forgeaient un Aragon de fantaisie dans lequel l'Aragonais pouvait se reconnaître, imaginer ou se représenter les liens culturels qu'on lui proposait ou qu'on lui imposait. La « pièce montée » identitaire déboucha même au début du XX^e siècle sur une véritable caricature présente dans bon nombre de contes et de *chascarrillos*. Ces plaisantes historiettes que l'on trouvait au bas d'illustrations diverses d'un pseudo monde rural, dans des calendriers ou des recueils, mettaient en scène des *baturreos* (paysans aragonais) primaires, stupides, balourds, obstinés et à l'occasion misogynes comme si telles étaient les caractéristiques d'un Aragon profond méprisé par ceux-là mêmes qui prétendaient en donner représentation²¹. Les spécialistes du genre tels Teodoro Gascón ou encore Alberto Casañal Shakery contribuèrent à empiler des stéréotypes prétendument identitaires que l'Aragonais de base pouvait faire siens, mais l'Aragon ne connut pas au cours du XIX^e siècle de profonds mouvements propres à éveiller une conscience partagée qui fait que l'on se sent membre d'un groupe humain et qui est indissociable du concept de nationalité. L'Aragon ne connut pas à proprement parler de *Renaixença* ou de *Rexurdimento* comme la Catalogne ou la Galice. Le travail des élites ne permit pas de créer un fond culturel capable, aussi artificiel fût-il, d'entraîner un élan communautaire autour de valeurs et de concepts fédérateurs nettement différenciateurs. Il n'avait pas non plus créé les germes d'une réelle conscience historique susceptible de servir de colonne vertébrale à un « nous » régional.

¹⁸ Citons à titre d'exemple la *Historia de las Alteraciones de Aragón en el reinado de Felipe II* du Marquis de Pidal, ouvrage publié en trois volumes en 1862-63 qui servit de base à de nombreuses productions postérieures.

¹⁹ Le philosophe jésuite aragonais Baltasar Gracián s'en faisait déjà l'écho au XVII^e siècle dans *El Criticón*.

²⁰ A. Beltrán, *Aragón y los aragoneses*, Saragosse, Ibercaja (Coll. Boira 26), 1995, p. 102-122.

²¹ M. Baselga Ramírez, dans la plus parfaite tradition des élites aragonaises, qualifiait de « populace » (« vulgacho ») les gens du peuple, M. Baselga, « El barbo de Utebo », in *Cuentos aragoneses*, Saragosse, Institución Fernando el Católico, 1979, p. 267.

Il est vrai que les élites libérales avaient tenté durant le *Trienio liberal* (1820-1823) d'identifier le libéralisme avec les mythes fondateurs du royaume d'Aragon²² et ses anciens fors avec la constitution libérale de 1812 qui jetait les bases d'un État bourgeois. Ces élans romantiques, à mi-chemin entre opportunisme libéral et conservatisme historico-culturel, furent nonobstant rapidement brisés par un centralisme, peut-être plus administratif que politique²³.

La perspective historique et régionale ne fut cependant pas totalement oubliée. Ainsi, l'homme politique et écrivain romantique Patricio de la Escosura proposa en 1847 la création de 11 « gouvernements » régionaux (dont un « gouvernement » aragonais), destinés cependant à servir de simples intermédiaires entre l'État et les provinces.

Dans le dernier tiers du XIX^e siècle, les manifestations carlistes favorables au rétablissement des fors, s'appuyaient quant à elles sur l'existence d'un Aragon associé aux autres composantes de l'historique couronne d'Aragon²⁴, mais dans le respect d'une unité nationale et bien loin de toute perspective régionaliste identitaire.

L'*intelligentsia* fédéraliste joua également de la corde historique et le 18 mai 1869, à Tortosa (localité catalane), une assemblée de représentants du fédéralisme républicain d'Aragon, de Valence, de Catalogne et des Baléares renvoyait aux liens historiques qui unissaient les composantes de l'ancienne couronne d'Aragon pour créer une fédération dont la base serait « nos réalités géographiques et historiques »²⁵. Pourtant, l'Aragon en tant que tel n'était pas franchement singularisé car pour ces fédéralistes les composantes de la couronne d'Aragon « se confondaient par leurs souvenirs historiques et étaient semblables sinon égales par leur caractère et leurs coutumes »²⁶. De surcroît, l'Aragon n'était pas présenté comme une nationalité, mais comme une simple composante politico-administrative.

²² C'est ainsi que le *Ramillete Constitucional de Zaragoza*, périodique édité à partir de 1820, proposa à ses lecteurs une « histoire » de l'Aragon sous le titre de *El fuero de Sobrarbe*. Le ou les fors de Sobrarbe (ancien comté pyrénéen) étaient supposés contenir des normes et des lois antérieures à la formation du royaume d'Aragon et être notamment à l'origine de l'institution aragonaise médiévale du *Juzticiazgo*, dignité et charge du *Justicia de Aragón*. Ce dernier, chargé de garantir le respect des lois et des fors et de servir de médiateur entre le roi et la noblesse, devint au cours du temps symbole des libertés aragonaises.

²³ À ce propos, le journaliste et écrivain aragonais, Braulio Foz, précisait qu'en 1838, la réponse du gouvernement à une lettre envoyée par les parlementaires aragonais stipulait que ces derniers dans leur courrier n'auraient pas dû se présenter comme « les sénateurs et députés d'Aragon, mais comme les sénateurs et les députés des provinces de Saragosse, Huesca et Teruel » : « los senadores y diputados de Aragón, sino los senadores y diputados de las provincias de Zaragoza, Huesca y Teruel ». B. Foz, *Del Gobierno y Fueros de Aragón*, Saragosse, Imprenta y Librería de Roque Gallia, 1850, première page du prologue.

²⁴ Le manifeste de Charles VII du 16 juillet 1872 s'adressait aux Aragonais, aux Catalans et aux Valenciens en ces termes : « Moi, je vous rends vos fors » (« Yo os devuelvo vuestros fueros ». A. Pirala, *Historia contemporánea*, vol. 4, Madrid, Imprenta Manuel Tello, p. 47-48).

²⁵ « nuestras condiciones geográficas e históricas », *El Ebro*, avril 1931.

²⁶ « confundidas por sus recuerdos históricos, semejantes si no iguales en carácter y costumbres », *Ibid.*

Avec la Première République (1873) et la montée en puissance du républicanisme et du fédéralisme, l'intérêt des élites progressistes pour l'Aragon prit un tour nettement politique avec notamment, dans le dernier quart du siècle, des publications comme *El Republicano*, *El Federal Aragonés*, *El Estado Aragonés* ou *El Progreso Radical*.

Les 22 et 23 mars 1883 se tint à Saragosse un congrès régional fédéraliste qui approuva un projet de constitution d'un État fédéral aragonais. Les trois provinces d'Aragon (Huesca, Saragosse et Teruel) y étaient présentées comme « les trois sœurs » constituant une famille pour laquelle on réclame une liberté politique face aux « pouvoirs centralisateurs »²⁷ discrédités. Les « affinités historiques qui ont de tout temps uni » l'Aragon, la Catalogne et Valence n'étaient pas non plus oubliées tout comme leur supposé « esprit démocratique qui resplendit dans certaines de leurs anciennes institutions »²⁸. L'argument historique mythifié ou idéalisé n'avait cependant pour but que de justifier des projets politiques basés sur une articulation territoriale révolutionnaire.

RÉGIONALISMES ET NATIONALISMES D'AVANT-GUERRE, IDENTITÉ ET NATIONALITÉ

Le XIX^e siècle avait-il pu éveiller un puissant sentiment identitaire dans un Aragon objectivement divers et pluriel ? Il semble que l'effervescence romantico-libérale, les poussées fédéralistes et l'érudition des élites n'aient pas suscité un intérêt partagé pour le fait régional et ce, sans doute à cause de l'absence d'une dynamique clairement régionaliste capable de mettre en scène un substrat culturel et des facteurs différentiels réels ou imaginés. Les élites dotées d'une conscience nationale s'étaient essentiellement contentées d'enrichir le patrimoine aragonais d'œuvres érudites²⁹ adressées aux minorités cultivées ou d'instrumentaliser le passé sans véritablement tenter de faire partager au plus grand nombre ce sentiment identitaire commun à tous ceux qui se réclament d'une nationalité. La cohérence politique, institutionnelle et administrative de l'ancien royaume d'Aragon n'était plus et l'intégration de la région depuis deux siècles dans des systèmes politiques et administratifs nationaux avait sans doute contribué à éroder les particularismes locaux et à modifier la perception que les Aragonais avaient de leur espace et de leur identité. Bien au-delà des stéréotypes — à l'occasion caricaturaux ou transposables à d'autres régions d'Espagne —, il fallait pour créer une forte conscience identitaire qu'il y eût une réelle impulsion politique. Durant le premier tiers du XX^e siècle ce furent les régionalismes et les nationalismes émergents qui tentèrent de la

²⁷ « las tres hermanas », « poderes centralizadores », C. Royo Villanova, *El Regionalismo Aragonés*, Saragosse, Guara Editorial, 1978, p. 44.

²⁸ « las afinidades históricas que en todos tiempos tuvieron », « espíritu democrático que resplandeció en algunas de sus antiguas instituciones », *Ibid.*, p. 45.

²⁹ Notons les écrits d'un Braulio Foz, les travaux d'un Jerónimo Borao, auteur notamment d'un dictionnaire d'aragonais (*Diccionario de voces aragonesas* publié en 1859) ou encore l'œuvre de juristes du barreau de Saragosse comme Santiago Penén Debesa, Joaquín Gil Berges, Pascual Savall Droncha ou Roberto Casajús qui s'évertuèrent à préserver un droit civil aragonais que Philippe V n'avait pas aboli en son temps.

donner, véhiculant entre autres choses ces concepts d'identité aragonaise, de nation et de nationalité que l'*intelligentsia* du XIX^e siècle avait suggérés.

Les premières manifestations ouvertement régionalistes datent des années dix. Le développement industriel de Saragosse (industries sucrières alimentaires, chimiques, métallurgie), pour modéré qu'il fût, ainsi que la montée en puissance de la banque locale (création au début du siècle de plusieurs banques, dont la *Caja de Ahorros de la Inmaculada* et le *Banco de Aragón*) allèrent de pair avec l'émergence d'une bourgeoisie conservatrice qui vit dans le régionalisme une façon de s'affirmer et de défendre ses intérêts. C'est ainsi qu'en 1910 fut fondée la *Liga Regional Aragonesa*, association éphémère qui prétendait régénérer l'Aragon et défendre « par tous les moyens légaux tout ce qui en Aragon est travail, culture, richesse, morale et bien-être »³⁰.

En 1916, 1917 et 1918 virent respectivement le jour l'*Unión Regionalista Aragonesa*³¹, la *Juventud Regionalista Aragonesa* et *Acción Regionalista Aragonesa*. Ces organisations réalisèrent une réelle propagande dans l'espoir de développer le sentiment d'appartenance à une nationalité dont la colonne vertébrale devait être l'histoire, mais aussi un certain nombre d'impératifs économiques et sociaux qui appelaient à préparer un futur radieux. Ainsi, le manifeste d'*Acción Regionalista* du 6 décembre 1918 s'adressait aux Aragonais en insistant sur la nécessité de constituer une sorte de fédération (*mancomunidad*) aragonaise autonome et représentative qui jouerait le rôle d'instrument culturel et économique. La « personnalité » de l'Aragon et le désir d'autonomie étaient au centre du message qui n'omettait pas de faire deux allusions à l'histoire et à l'Èbre comme colonnes vertébrales de la nationalité aragonaise³². Ce ne fut d'ailleurs pas un hasard si l'organe de l'*Unión Regionalista Aragonesa* de Barcelone, puis de l'*Unión Aragonesista*, prit le titre de *El Ebro*. Le premier numéro de cette revue mensuelle précisait que le choix du titre était dû au fait que « ce fleuve est le père de notre nationalité, et ses eaux fertilisent nos terres et donnent à manger et à boire à la moitié de l'Aragon »³³. L'éditorial se lançait ensuite dans un lyrisme quasi romantique où l'Èbre était représenté comme l'essence même de l'Aragonais et un lien physique et moral entre l'Aragon et la Catalogne.

Le manifeste des *Juventudes Aragonesistas* de Valence, Barcelone, Teruel et Saragosse de 1918 qui s'adressait à tous les secteurs de la société aragonaise et notamment au prolétariat, tout en mettant en avant un « nous » et une « personnalité aragonaise », rejetait

³⁰ « por todos los procedimientos legales de cuanto en Aragón representa trabajo, cultura, riqueza, moral y bienestar », *Diario de Avisos de Zaragoza*, 1^{er} novembre 1910.

³¹ Porte-drapeau d'un idéal autonomiste, elle était essentiellement constituée d'universitaires, de libéraux et de républicains modérés.

³² *El Ebro*, 20 Janvier 1919.

³³ « porque este río es el padre de nuestra nacionalidad, y sus aguas fertilizan nuestra tierra y dan de comer y beber a medio Aragón », *El Ebro*, 15 décembre 1917.

pour sa part les stéréotypes prétendument identitaires véhiculés « par quelque livre porteur de niaiseries aragonaises pures et simples qui nous rendent bien peu service »³⁴.

En territoire aragonais, le phénomène régionaliste était essentiellement urbain, élitiste, fruit d'une *intelligentsia*, plutôt bourgeoise, conservatrice et saragossaine. Une certaine implantation régionaliste dans quelques districts de l'Aragon oriental explique cependant l'assemblée qui en septembre 1918 réunit des représentants régionalistes de Saragosse et des délégués des districts orientaux de Boltaña, Barbastro, Benabarre et Alcañiz dans le but de créer un groupement politique, *Acción Regionalista Aragonesa* qui, le 6 décembre 1918, appelait d'emblée à l'autonomie d'un Aragon dont on louait la personnalité marquée qui « fut et peut continuer d'être »³⁵.

En Aragon, le succès électoral du régionalisme fut modeste, laissant entrevoir sa faible implantation, sans doute aussi le manque d'intérêt pour le fait purement régional et la faible conscience identitaire d'une majorité d'Aragonais. Ce ne fut d'ailleurs qu'en janvier 1919 que fut élu dans le district de Boltaña le premier député se présentant sous une étiquette régionaliste. Il s'agissait de Francisco Bastos, membre de la *Unión Aragonésista ...* de Barcelone.

Malgré une réelle activité, les organisations régionalistes se trouvant en territoire aragonais, loin d'avoir la puissance politique et idéologique des organisations ouvrières ou de certains partis politiques, cessèrent très vite de fonctionner. Dans les années vingt, elles avaient disparu et seuls le régionalisme, puis, à partir de 1919, le nationalisme aragonais de Barcelone, firent preuve d'un indiscutable dynamisme et d'un radicalisme plus affirmé dans un contexte politique catalan favorable.

En 1917 fut fondée l'*Unión Regionalista Aragonesa* de Barcelone, fer de lance de la lutte pour l'autonomie. Cette organisation, liée dans un premier temps à l'*Unión Regionalista Aragonesa* de Saragosse, prit en 1919 un virage nationaliste et le nom d'*Unión Aragonésista*, alors que la *Juventud Regionalista Aragonesa* de Barcelone fondée en janvier 1918 abandonnait en mai 1919 son appellation régionaliste pour prendre le nom de *Juventud Aragonésista*.

La conscience de la faiblesse, voire de l'inexistence d'un réel sentiment identitaire chez bon nombre d'Aragonais faisait dire aux régionalistes de l'*Unión Regionalista Aragonesa* et de la *Juventud Regionalista Aragonesa* de Barcelone réunis le 15 décembre 1918 en assemblée que « les bases de la renaissance de l'Aragon doivent être l'histoire, le droit foral et l'économie » et qu'il fallait « éveiller la conscience aragonaise »³⁶. Pour ce faire,

³⁴ « por algún libro de baturrada limpia y monda, que nos hace poco favor », *El Ebro*, 20 janvier 1919.

³⁵ « que fue y puede seguir siendo », *El Noticiero*, 8 décembre 1918.

³⁶ « Las bases de resurgimiento de Aragón han de ser la historia, el derecho foral y la economía », « Actuar de despertador de la conciencia aragonesa », *El Ebro*, 20 janvier 1919.

le manifeste du 15 décembre 1918 de la *Juventud Regionalista Aragonesa* de Barcelone s'adressait aux Aragonais en insistant sur la « personnalité historique et raciale indiscutable » de l'Aragon et sur l'existence d'une prétendue « âme aragonaise »³⁷. Le 7 décembre 1919, l'*Unión Aragonesista* de Barcelone précisait que la personnalité aragonaise était « définie par le fait historique » et la volonté de « vouloir être » et proclamait « la liberté absolue de la nationalité aragonaise »³⁸ sur les plans politique et social.

Dans les années 10, chez les régionalistes saragossains, la définition du fait national avait été à peine abordée par Andrés Giménez Soler pour qui la nationalité était une « unité de terres avec des liens politiques, nés de la réflexion et de la conviction »³⁹, c'est-à-dire un concept indissociable d'une conscience politico-identitaire et d'une volonté. Ce fut surtout avec le nationalisme aragonais de Catalogne⁴⁰ que le concept de nationalité se précisa. Le nationaliste modéré Julio Calvo Alfaro affirmait en 1921 que l'Aragon n'était pas une nation, c'est-à-dire, selon lui, un État politiquement prédominant, mais qu'il était nationalité d'une péninsule où « il est indiscutable qu'il existe diverses nationalités »⁴¹. Il proclamait également en octobre 1921 que le peuple Aragonais se définissait lui-même et que possédant sa propre histoire, sa propre géographie et ses propres caractéristiques, il était « véritable nationalité » amenée à « se cristalliser en État »⁴². Cependant, il fallait pour cela mener une intense activité politique et parvenir à un contrôle politique de l'Aragon sans lequel « la renaissance aragonaise, l'œuvre de reconstruction n'est que chimère »⁴³. Le problème de la nationalité fut aussi traité par Gaspar Torrente, leader et porte-parole d'un nationalisme plus radical. Torrente, influencé par le catalanisme et le fédéralisme républicain, ne pouvait concevoir quelque émancipation politique et sociale que ce soit sans conscience d'une nationalité particulière.

Quels étaient cependant en Aragon les résultats de l'action régionaliste et nationaliste à la veille de la guerre civile ? *L'intelligentsia* avait-elle su parler au peuple, l'intéresser, lui « ouvrir les yeux » par notamment un message politique convaincant ? Avait-elle pu susciter la volonté d'exister en tant que nation, c'est-à-dire en tant que groupe humain

³⁷ « la personalidad histórica y racial indiscutible », « alma aragonesa », *Ibid.*

³⁸ « definida por el hecho histórico », « de querer ser », « la libertad absoluta de la nacionalidad aragonesa », *El Ebro*, 20 mars 1920.

³⁹ « unidad de tierras con vínculos políticos, nacidos de la reflexión y del convencimiento », *El Ebro*, 20 août 1930.

⁴⁰ Ce nationalisme influencé par le catalanisme était né dans la forte communauté aragonaise de Barcelone où, en 1930, vivaient 80 900 personnes nées en Aragon (selon A. Peiró Arroyo, « El sentimiento identitario aragonés en el siglo XX », dans *Aragón. Una identidad tierra adentro, Hispanística XX*, Dijon, EUD, 2009, p. 94) pour une population totale de 1 005 565 âmes (INE. URL : <http://www.ine.es/intercensal/> consulté le 11/11/2011), soit 8,04 % de la population barcelonaise.

⁴¹ « es indiscutible que existen distintas nacionalidades », *El Ebro*, 20 avril 1921.

⁴² « verdadera nacionalidad », « cristaliza en un Estado », *El Ebro*, octobre 1921.

⁴³ « el renacimiento aragóns, la obra de reconstrucción es sueño quimérico », *Ibid.*

conscient d'être uni par des liens historiques, ethniques, culturels ou coutumiers ? En août 1931, le célèbre catalaniste Francesc Macià, n'hésitait pas à faire part de sa surprise face à la léthargie du peuple d'Aragon qui ne s'investissait guère dans la préparation d'un projet de statut d'autonomie. Macià conseillait en cette occasion à l'Aragon de suivre « le chemin que lui montrent ses fils domiciliés à Barcelone »⁴⁴.

L'influence des « défenseurs » de la nationalité aragonaise dans un contexte républicain propice à l'autonomie semblait avoir bien peu changé les consciences si l'on s'en tient à l'appel lancé en mars 1936 par le Front Populaire de Caspe aux Aragonais dans la perspective des élections municipales et du congrès autonomiste de mai : « Jusqu'à maintenant — si l'on fait exception de quelques petites étincelles de Régionalisme — le peuple d'Aragon est resté en léthargie [...] toujours à la merci de ce qui se passe à Madrid »⁴⁵. Le document allait jusqu'à dénoncer la négligence, l'indifférence et « le manque de foi en eux-mêmes »⁴⁶ des Aragonais, tout en associant libertés, autonomie, république et démocratie, tout en rappelant pêle-mêle les topiques historiques, les institutions de l'ancien royaume d'Aragon et le dur coup que l'inaction citoyenne porterait à « un peuple comme l'Aragon, à une nationalité comme la nôtre »⁴⁷.

Le Congrès autonomiste de Caspe qui se tint du 1^{er} au 3 mai 1936 constitua une commission chargée de préparer un avant-projet de statut d'autonomie pour l'Aragon. Il réunit les représentants des organisations nationalistes *Unión Aragonésista* et *Estado Aragonés*⁴⁸, les présidents des *Diputaciones Provinciales* (sortes de Conseils généraux) de Huesca, Saragosse et Teruel, les représentants des partis républicains et des *Juventudes de Izquierda Republicana*. Les gauches marxistes, sans s'opposer à un tel projet ne participèrent pas officiellement à ce congrès. Dans la province de Saragosse, la plus importante par le nombre d'habitants et la puissance du mouvement ouvrier, seuls quelques groupes locaux (Front Populaire de Caspe, groupements socialistes de Ejea et Ateca, Jeunesses marxistes de Morés et PC de Sástago) approuvèrent franchement l'entreprise. Dans l'ensemble, les marxistes jugèrent que le projet était trop bourgeois, éloigné des véritables préoccupations du moment et servait de prétexte aux droites pour ressasser le bon vieil argument du démembrement de la nation espagnole. Le thème des nationalités et de l'autonomie servait de surcroît d'étendard à certaines

⁴⁴ « el camino que le marcan sus hijos domiciliados en Barcelona », *La voz de Aragón*, 27 août 1931.

⁴⁵ «Hasta ahora —salvo algunos leves chispazos de Regionalismo— el pueblo Aragonés, ha estado aletargado [...] siempre pendiente de lo «que pasa en Madrid” ». M. Ballarín Aured, *La Razon en marcha*, Saragosse, Fundación Rey del Corral, 2004, « A la opinión Republicana Aragonesa », document inséré entre la p. 192 et la p. 193.

⁴⁶ *Ibid.*

⁴⁷ « un pueblo como Aragón, a una nacionalidad como la nuestra », *Ibid.*

⁴⁸ Organisation nationaliste aragonaise de Catalogne créée en janvier 1934 par Gaspar Torrente.

franges de la petite et moyenne bourgeoisie et pouvait s'avérer dangereux⁴⁹. La puissante CNT, dont Saragosse était un des bastions, resta quant à elle en marge.

Si le projet de statut d'autonomie de Caspe reprenait les références à la personnalité historique de l'Aragon et à la volonté de « vouloir être » spécifiées dans le document de l'*Unión Aragonesista* du 7 décembre 1919, un projet de statut parallèle éminemment conservateur, celui des *Cinco Notables* réalisé par trois universitaires, un avocat et un notaire, remettait en scène l'idée d'une personnalité politique aragonaise déterminée par l'histoire, la tradition, un droit civil préservé et « une glorieuse vie passée »⁵⁰.

L'ÉVEIL D'UNE CONSCIENCE

La guerre civile puis la dictature franquiste allaient mettre sous l'éteignoir les élans d'un aragonisme déjà bien peu déterminant. La Constitution du Conseil de Défense de l'Aragon en octobre 1936 ne fut en tout cas pas le moins du monde l'expression d'une autonomie marquée au sceau d'un nationalisme politique, mais l'exploitation par les révolutionnaires libertaires du vide laissé dans la zone orientale de l'Aragon par le pouvoir républicain et d'une situation « chaotique qui menace de ruiner ce territoire et d'engendrer le désarroi de ses habitants »⁵¹.

Après la victoire franquiste, les forces nationalistes aragonaises implantées essentiellement en Catalogne furent réprimées ou connurent l'exil. Quant à l'*intelligentsia* régionaliste essentiellement bourgeoise et saragossaine, elle s'accommoda dans bien des cas aux impératifs politiques dictés par Franco ou coopéra avec le régime. Les prétentions unitaires et exclusives de ce dernier ne permirent que quelques manifestations culturelles ou folkloriques politiquement aseptisées et jugées bénignes, propices aux stéréotypes et à la popularisation de la jota et du sacro-saint *baturreo*, alors que le pouvoir s'employait à instrumentaliser des réalités historiques ou religieuses locales (Monastère de San Juan de la Peña, Vierge du Pilar, Ferdinand II d'Aragon) qu'il brandit comme autant de symboles de spiritualité, d'hispanité ou d'unité nationale⁵².

Jusqu'à la fin des années 60, l'Aragon éminemment rural, sans conscience identitaire marquée, ne connut pas les mouvements associatifs et revendicatifs liés à l'expression

⁴⁹ *Ibid.*, p. 166-167 et F. Garasa, « Le Front populaire en Aragon : un reflet des luttes pour le pouvoir », in *Fronts populaires. Espagne, France, Chili*, CRIIA, GREX-GRISOR (Coll. Regards,11), 2008, p. 178.

⁵⁰ « gloriosa vida pasada ». C. Royo Villanova, *op. cit.*, p. 110.

⁵¹ « una situación caótica que amenaza producir la ruina de este territorio y el desconcierto de sus moradores ». Formation du Conseil de Défense de l'Aragon, document reproduit par J. Peirats, *La CNT en la Revolución Española*, vol. 1, Paris, Ruedo Ibérico, 1971, p. 213.

⁵² Sur tous les éléments mentionnés dans ce paragraphe, Voir F. Garasa, « Unitarisme, conscience identitaire et résistance dans l'Aragon franquiste : discours et réalités » (Partie 3), *Revue Interdisciplinaire «Textes & contextes»* [en ligne], n° 6 (2011). *Discours et résistance politico-identitaire*. URL : <http://revuesshs.u-bourgogne.fr/textes&contextes/document.php?id=1443> ISSN 1961-991X

d'une nationalité comme ce fut le cas au Pays Basque ou en Catalogne. Dans ces régions où un passé nationaliste manifeste avait laissé des traces, où la langue vernaculaire pouvait servir de signe de reconnaissance, où la jeunesse, certaines organisations catholiques et une partie du Clergé et de la bourgeoisie ne s'étaient pas accommodées aux nouvelles normes, une nette conscience identitaire n'avait cessé de s'extérioriser⁵³.

L'Aragon aux différentiels régionaux faiblement marqués ne connut, quant à lui, ses premières manifestations clairement identitaires qu'au début des années 70 avec des chanteurs compositeurs comme José Antonio Labordeta. Le retour aux sources qu'un contexte national, voire international favorisait (affaiblissement du régime franquiste, politisation de la jeunesse, thème du retour à la terre, recherche de l'authenticité) contribua sans doute à l'émergence d'une conscience identitaire tardive au moment même où les décisions gouvernementales de transvaser les eaux de l'Èbre en faveur de la Catalogne (1971) et les projets d'installation de centrales nucléaires à Sástago, Escatrón et Chalamera (en 1973, 1974 et 1975 respectivement), provoquaient une levée de boucliers sans précédent qui réunit d'amples secteurs de la société espagnole autour notamment du thème de l'eau et de l'exploitation des richesses naturelles de l'Aragon.

Ces manifestations populaires encouragées par les medias (le journal *Heraldo de Aragón* et *Radio Zaragoza*) et alimentées par toute une *intelligentsia* et une classe politique qui tentait de se positionner en cette fin de franquisme sur l'échiquier régional en associant autonomie et démocratie, jouèrent un rôle crucial dans l'émergence d'une conscience identitaire partagée. Elles furent en tout cas avec la chanson et diverses manifestations culturelles sources ou preuves d'un intérêt croissant pour l'Aragon avec pour toile de fond l'Èbre, l'héritage de Costa, la politique hydraulique et l'irrigation. Les anciennes thèses « régénérationnistes » et régionalistes au service de l'économie aragonaise avaient cependant, en ces années 70, laissé place à un mouvement populaire de circonstance qui défendait les intérêts d'un Aragon auquel on tentait d'ôter le sang (les eaux du fleuve nourricier) en faveur de la puissante voisine. Se mêlaient alors des réactions anti-catalanes à des revendications plus politiques qui passaient par une opposition totale au transvasement doublée fréquemment de considérations marxistes où l'Aragon floué, présenté comme une victime, subissait une exploitation coloniale dont le principal acteur était le capitalisme monopoliste d'État. Le manifeste pour l'Aragon du Comité Régional du Parti Communiste d'Espagne du 1er mai 1972 s'opposait ainsi au transvasement qu'il associait à une « spoliation orchestrée par le capital financier et monopoliste du pouvoir central »⁵⁴ et à « une situation de colonisation interne », qui

⁵³ Les mutations économiques et sociales des années 60 et les quelques espaces laissés alors libres par le régime favorisèrent les élans identitaires. Ainsi, en Catalogne, l'enseignement non officiel de la langue et de la culture catalane se développa.

⁵⁴ « explotación del capital financiero y monopolista central ». C. Royo Villanova, *op. cit.*, p. 173.

conduit inexorablement à la dégradation économique, sociale et politique »⁵⁵. Le 15 septembre 1973, l'équipe du bimensuel de gauche *Andalán* exprimait à la fois son rejet d'un régionalisme d'opérette et la thèse d'un Aragon spolié qui s'affirmait et retrouvait une conscience face à cet Autre capitaliste qu'il fût étatique ou privé : « les régions n'ont pas besoin de se transformer en mascarades théâtrales, en monceaux de lieux communs, en masse informe de gens sans liens, dépourvus d'intérêts communs et simples réservistes au service du capital étranger »⁵⁶.

La dynamique créée par les manifestations de la première moitié des années 70 était propice à une prise de conscience identitaire autour de la problématique de cet Èbre symbole de développement et d'indépendance économiques, mais aussi patrimoine et symbole culturel. L'émergence d'une conscience régionale aragonaise, outre ce qu'elle pouvait avoir de mimétique dans un contexte national où les régionalismes et nationalismes périphériques donnaient de la voix, était liée à une prise de conscience d'un « nous » face aux autres et à « l'éveil d'un peuple qui lutte pour la liberté »⁵⁷, s'il faut en croire les propos tenus en 1976 par Pedro Pibernat, représentant du *Partido del Trabajo de España*, organisation de tendance maoïste qui, comme bien d'autres partis, tentait de donner un sens politique particulier et subjectif aux événements du moment.

Les secteurs conservateurs et les représentants du régime désireux de préparer au mieux une possible transition démocratique et de se placer également sur l'échiquier politique n'hésitèrent pas à jouer le jeu de l'appropriation collective de l'Èbre, de la défense des intérêts régionaux et à l'occasion de la corde culturelle et passéiste. Des personnalités ou des officiels comme Mauricio Murillo Bailo, ex-président de la *Cámara Oficial Sindical Agraria*, prenaient la défense de l'Aragon et face à la « conscience régionale de classe » mise en avant par des organisations de gauche comme le PSA (*Partido Socialista Aragonés*)⁵⁸ se dressaient des droites affichant une tendance vaguement régionaliste et conservatrice qui déboucha en 1978 sur la création du PAR (*Partido Aragonés Regionalista*).

La multiplication d'actes culturels et de publications sur l'Aragon, l'intérêt grandissant pour la langue aragonaise et la constitution en 1982 de la Communauté Autonome d'Aragon allaient créer un cadre favorable à une prise de conscience identitaire collective et aider à retrouver ou à créer des liens inhérents à toute nationalité. Tout cela n'alla pas sans la construction d'un imaginaire au centre duquel se trouvait l'Aragon et à l'occa-

⁵⁵ «una situación de «colonización interna», que conduce inexorablemente a la degradación económica, social y política», *Ibid.*, p. 174.

⁵⁶ «las regiones no necesitan verse convertidas en una mascarada zarzuelera, un conjunto de tópicos, una masa informe de gentes, desvinculada, desprovista de intereses comunes y ejército de reserva para el capital extranjero», *Andalán*, 15 septembre 1973.

⁵⁷ «al despertar de un pueblo que lucha por la libertad», C. Royo Villanova, *op. cit.*, p. 250.

⁵⁸ Voir notamment les propos de Carlos Forcadell recueillis par C. Royo Villanova, *Ibid.*, p. 247.

sion une tradition historiciste romantique, un passé mythique ou plus ou moins idéalisé. Dans la construction d'une telle pièce montée, la classe politique, consciente de l'importance d'user du filon identitaire, n'hésita pas, comme dans d'autres régions d'Espagne, à instrumentaliser la cause régionale⁵⁹, privilégiant l'émotion née des conflits.

Un certain consensus revendicatif unissait en tout cas les Aragonais. L'Èbre et les intérêts régionaux étaient encore et toujours la colonne vertébrale du facteur identitaire comme le prouve l'ampleur des manifestations qui eurent lieu au début des années 90 en faveur de la pleine autonomie et contre le transvasement des eaux de l'Èbre⁶⁰. L'idée que les eaux de l'Èbre étaient patrimoine ressortit du reste de nombreuses déclarations et publications liées aux luttes contre le transvasement qui eurent lieu en l'an 2000.

Les organisations régionalistes ou nationalistes, quant à elles, connurent un succès certain, obtenant de 1983 à 2011⁶¹, toutes tendances politiques confondues, plus de 20 % des suffrages exprimés aux élections législatives régionales et même plus de 25 % en 1987 et 1995⁶². Cela semble montrer l'existence d'une assez forte conscience régionale qui, du reste n'était pas l'apanage des militants et sympathisants de telles organisations.

Dans un tel contexte, l'officialisation de la nationalité aragonaise ne pouvait que faire son chemin. Le statut d'autonomie de 1982 disposait dans son article premier que « L'Aragon, doté d'une unité et d'une identité historique accède à l'autonomie en accord avec la constitution espagnole »⁶³. On n'affirmait pas clairement le concept de nationalité, mais en revanche on suggérait vaguement des caractéristiques communes et surtout une colonne vertébrale historique, autrement dit, les éléments de base d'une nationalité. La réforme du statut d'autonomie de 1996 finissait cependant par mettre clairement en avant dans son article 1 le concept de nationalité historique et au delà de ce que dictait la constitution, la volonté du peuple d'Aragon : « L'Aragon, en tant que nationalité dotée d'une unité et d'une identité historiques [...] accède à l'autonomie [...] Les pouvoirs de la Communauté autonome d'Aragon émanent de la constitution et du peuple aragonais »⁶⁴. Enfin, la réforme statutaire de 2007 reprenait dans son article 1 le concept

⁵⁹ F. Garasa, « L'instrumentalisation de la cause aragonaise et le pourquoi d'une « hérésie » décriée », in *La trabison - La traición*, Almoreal, mars 2005, p. 153-163.

⁶⁰ La manifestation du 23 avril 1992 réunit à Saragosse 120 000 Aragonais, soit environ 10 % de la population totale de la région, alors que le 23 avril 1993, 10 000 Aragonais manifestaient à Madrid.

⁶¹ Le PAR seul en 1983, lors des premières élections législatives régionales, puis à partir de 1987, le PAR et la CHA (*Chunta Aragonesista*, organisation nationaliste de gauche créée en 1986) essentiellement.

⁶² Selon les données proposées par *Gobierno de Aragón*. URL : <http://portal.aragob.es/archelec/processSelect.do> consulté le 25/02/2012.

⁶³ « Aragón, como expresión de su unidad e identidad histórica, accede a su autogobierno, de conformidad con la Constitución española », *Estatuto de Autonomía de Aragón* aprobado por ley orgánica 8/1982, de 10 de agosto, Art. 1, *BOE* n° 195 du 16 août 1982.

⁶⁴ « Aragón, en expresión de su unidad e identidad históricas como nacionalidad [...] accede a su autogobierno [...] Los poderes de la Comunidad Autónoma de Aragón emanan de la Constitución y del pueblo aragonés », *Estatuto de*

de nationalité historique, comme s'il s'agissait de s'affirmer de nouveau face aux communautés dites historiques, de montrer une légitimité justifiant une pleine autonomie. Enfin, l'article 3 insistait sur l'identité aragonaise indissociable du concept de nationalité, une identité que l'Aragon aurait héritée d'une histoire commune, mais aussi « de ses institutions traditionnelles, de son droit foral et de sa culture ». ⁶⁵ En d'autres termes, l'Aragon se dotait d'un pedigree qui renvoyait à un passé trouvant son prolongement dans un présent et justifiant l'institutionnalisation communautaire.

CONCLUSION

78

L'Aragon contemporain est, comme bon nombre de territoires, diversité et pluralité et ne semble pas se distinguer d'emblée par des traits caractéristiques suffisamment originaux et fédérateurs pour que l'on puisse parler de nationalité. Certaines élites se sont pourtant chargées de définir cet Aragon-là tout en tentant de développer une conscience identitaire allant au-delà du simple attachement au terroir.

L'intelligentsia du XIX^e siècle ne sut ou ne put susciter un puissant intérêt pour le fait régional, alors que se développait une littérature vaguement régionale truffée de stéréotypes. Les minorités régionalistes et nationalistes d'avant-guerre tentèrent bien de donner un sens politique à leur démarche, de provoquer une prise de conscience identitaire et de prêcher une nationalité liée au passé, mais tournée également vers l'avenir, sans grand succès toutefois. Le régime franquiste, bien qu'il permit que l'on cultivât stéréotypes et particularismes bénins — à l'occasion savamment récupérés et manipulés par le pouvoir —, fut un puissant obstacle à l'émergence d'une conscience identitaire collective. La faiblesse du régionalisme aragonais, son silence sous la dictature et l'absence de différentiels régionaux fortement marqués retardèrent sans doute l'émergence d'une conscience identitaire populaire qu'un contexte politique particulier finit par favoriser.

En effet, lorsque le régime franquiste s'affaiblit et toucha à sa fin, d'importantes mobilisations et manifestations autour des thèmes de l'eau et des centrales nucléaires, des rivalités régionales, la prise de conscience d'une situation de domination politico-économique, la confrontation avec l'adversaire politique et la défense d'intérêts particuliers, créèrent une dynamique propice à la construction, plus qu'à la récupération, d'une conscience identitaire « perdue ». Sur un fond culturel et/ou vaguement régionaliste vinrent se greffer des revendications marxistes, mais aussi un passéisme conservateur à travers lequel la mémoire d'un passé revisité et idéalisé participa à la création d'un Aragon imaginé. Dans un tel contexte, les élites intellectuelles et politiques se position-

Autonomía de Aragón, Texto reformado por la Ley Orgánica 5/1996, de 30 de diciembre, Art. 1, BOE n° 315 du 31 décembre 1996.

⁶⁵ « de sus instituciones tradicionales, el Derecho Foral y su cultura », Ley Orgánica 5/2007, de 20 de abril, de reforma del Estatuto de Autonomía de Aragón, BOE, n° 97 du 23 avril 2007.

nèrent entre objectivité et subjectivité, préparant puis affirmant une construction idéologique où l'Aragon se devait d'être une nationalité reconnue dans un cadre national particulier qui fut celui des autonomies et de la démocratie retrouvée.

La communauté aragonaise, bien que non reconnue d'emblée comme une « communauté historique », s'affirma à travers ses statuts, tout d'abord comme un groupe humain uni par une histoire commune, puis comme une nationalité historique que la dernière réforme statutaire de 2007 finit par lier à l'existence d'une identité et d'une culture propres, à un droit et à des institutions particulières, fruits d'une histoire partagée.

La tentation de parler de phénomène d'imitation ou de mode dans un contexte national englobant est grande. L'Aragon semble en effet avoir suivi, comme bien d'autres Communautés autonomes, la route tracée par une évolution démocratique nationale, mais son affirmation est aussi le fruit de circonstances et d'une dynamique singulières autour du très symbolique Èbre, du thème de l'eau et de la confrontation avec l'Autre. L'Aragon serait donc nationalité. Soit, mais alors peut-être mérite-t-elle un peu plus que la simple évocation d'une histoire ancienne, d'un droit civil préservé et d'une culture prétendument commune ? C'est pourtant ce type de légitimation qui nous est servie dans la très classique autodéfinition que contient la réforme statutaire de 2007, à mi-chemin entre objectivité et subjectivité.

BIBLIOGRAPHIE

- *Andalán*, 15 septembre 1973.
- ANDOLZ, Rafael, *Diccionario aragonés*, Saragosse, Mira Editores, 1992, 627 p.
- BALLARÍN AURED, Manuel, *La Razón en marcha*, Saragosse, Fundación Rey del Corral, 2004, 358 p.
- BASELGA, Mariano, « El barbo de Utebo », in *Cuentos aragoneses*, Saragosse, Institución Fernando el Católico, 1979, p. 267-285.
- BELTRÁN, Antonio, *Aragón y los aragoneses*, Saragosse, Ibercaja (Coll. Boira 26), 1995, 128 p.
- BIELZA DE ORY, Vicente, *Geografía Humana de Aragón*, Barcelona, Oikos-Tau, 1987, 151 p.
- COSTA, Joaquín, *Derecho consuetudinario y Economía Popular de España*, t. 1, réédition de la publication de 1902, Saragosse, Guara Editorial, 1981, 414 p.
- *Diario de Avisos de Zaragoza*, 1^{er} novembre 1910.
- *EL Ebro*, 15 décembre 1917, 20 Janvier 1919, 20 mars 1920, 20 avril 1921, octobre 1921, 20 août 1930, avril 1931.
- *El Noticiero*, 8 décembre 1918.
- *Estatuto de Autonomía de Aragón aprobado por ley orgánica 8/1982, de 10 de agosto*, BOE n° 195 du 16 août 1982.
- *Estatuto de Autonomía de Aragón, Texto reformado por la Ley Orgánica 5/1996, de 30 de diciembre*, BOE n° 315 du 31 décembre 1996.
- FOZ, Braulio, *Del Gobierno y Fueros de Aragón*, Saragosse, Imprenta y Librería de Roque Galliea, 1850, 356 p.
- GARASA, Fausto, « L'instrumentalisation de la cause aragonaise et le pourquoi d'une «hérésie» décriée », in *La trahison-La traición* (actes du colloque international organisé à l'Université d'Angers par le Centre de recherche Angers-Le Mans-Orléans-Relations-Europe-Amérique Latine : ALMOREAL, 19, 20-III-2004), U. d'Angers, ALMOREAL, mars 2005, p. 153-163.
- -----, « Le Front populaire en Aragon : un reflet des luttes pour le pouvoir », in *Fronts populaires. Espagne, France, Chili*, (actes du colloque international organisé par le CRIIA, 30, 31-III et 1-IV-2006), U. de Paris X-Ouest Nanterre La Défense 2007, CRIIA, GREX-GRISOR (Coll. Regards,11), 2008, p. 173-188.
- -----, « Les morisques d'Aragon : un enjeu dans la lutte pour le pouvoir », in *Les morisques, d'un bord à l'autre de la Méditerranée, Cahiers de la Méditerranée*, U. de Nice Sophia Antipolis, Centre de la Méditerranée Moderne et Contemporaine, 79, décembre 2009, p. 195-221.
- -----, « Affirmation du pouvoir royal et censure dans l'Aragon moderne », *CIREMIA* [en ligne] : *Théories et pratiques de la censure*, 9 septembre 2010, URL : <http://ciremia.univ-tours.fr/activ.html>
- -----, « Los fundamentos históricos del sentimiento identitario aragonés: élites y política », in *Aragón. Una identidad tierra adentro, Hispanística XX*, Dijon, EUD, 2009, p. 73-91.

- -----, « L'Aragon et ses territoires : espaces, limites et identités », *Pandora. Territoire(s)*, n° 10, U. Paris VIII, Département d'Études Hispaniques et Hispano-américaines, 2010, p. 141-160.
- -----, « Unitarisme, conscience identitaire et résistance dans l'Aragon franquiste : discours et réalités », *Revue Interdisciplinaire «Textes & contextes»* [en ligne], n° 6 (2011) : «Discours autoritaires et résistances aux XX^e et XXI^e siècles», 28 novembre 2011. Disponible sur internet, URL : <http://revuesshs.u-bourgogne.fr/textes&contextes/document.php?id=1443> ISSN 1961-991X
- *Gobierno de Aragón*. URL : <http://portal.aragob.es/archelec/processSelect.do> consulté le 25/02/2012.
- *INE (Instituto Nacional de Estadística)*. URL : <http://www.ine.es/intercensal/> consulté le 11/11/2011.
- *La voz de Aragón*, 27 août 1931.
- *Ley Orgánica 5/2007, de 20 de abril, de reforma del Estatuto de Autonomía de Aragón*, BOE, n° 97 du 23 avril 2007.
- MARTÍN-BALLESTERO, Luis, *La Casa en el Derecho Aragonés*, Saragosse, CSIC, 1944, 159 p.
- NAGORE, Francho, CORTÉS Corche, « El Aragonés », in *Los Aragoneses*, Madrid, Ediciones Istmo, 1977, p. 273-295.
- *Novísima recopilación de las leyes de España*, Lib. 3^o, Tít. 3, Ley 1, Imprenta de Madrid, 1805.
- PEIRATS, José, *La CNT en la Revolución Española*, vol. 1, Paris, Ruedo Ibérico, 1971, 345 p.
- PEIRÓ ARROYO, Antonio, « El sentimiento identitario aragonés en el siglo XX », in *Aragón. Una identidad tierra adentro, Hispanística XX*, Dijon, EUD, 2009, p. 93-114.
- PIRALA, Antonio, *Historia contemporánea*, vol. 4, Madrid, Imprenta Manuel Tello, 636 p.
- RIVAS RIVAS, Ana María, *Ritos, símbolos y valores en el análisis de la identidad en la provincia de Zaragoza*, Saragosse, Caja de Ahorros de la Inmaculada de Aragón, 1986, 564 p.
- ROYO VILLANOVA, Carlos, *El Regionalismo Aragonés*, Saragosse, Guara Editorial, 1978, 346 p.